

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (90)231

Vol. 1990/0093

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(90) 231 final

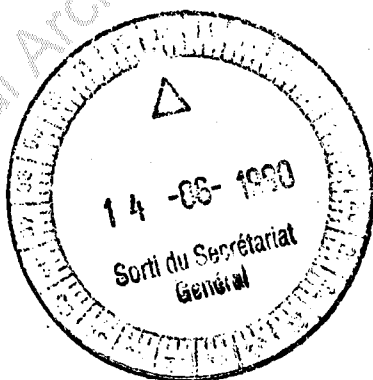
Bruxelles, le 7 juin 1990

Modification à la proposition de

DIRECTIVE DU CONSEIL

concernant une procédure communautaire
sur la transparence des prix au consommateur final industriel
de gaz et d'électricité

(présentée par la Commission en vertu de l'article 149,
paragraphe 3 du traité CEE)



Exposé des motifs

Le Parlement européen a examiné le projet de directive du Conseil rappelé ci-dessus (Transparence des prix) au cours de sa session plénière de mai 1990. A l'issue du débat, le Parlement a adopté 25 amendements et en a rejeté 2 modifiant la base juridique de la proposition de la Commission. Le Parlement a adopté ensuite une résolution législative sur ce même projet.

La Commission a déclaré pouvoir accepter les six amendements repris dans le projet modifié ci-joint, soit les amendements portant les numéros : 4, 10, 12, 19, 24 et 25. Elle n'a pu accepter les autres amendements qui s'écartent de la finalité de la directive et en modifient les objectifs et le champ d'application.

Les amendements refusés par la Commission peuvent être regroupés comme suit :

- Les amendements 1, 8, 9, 11, 16 qui visent la transparence des coûts; 6, 7 et 15 qui visent la formation ou le calcul des prix.
- L'amendement 2 qui tend à supprimer la légitime protection de la confidentialité, fondement de la directive.
- Les amendements 13, 14, 17, 22 et 23 qui introduisent ou tendent à introduire dans la directive, des catégories de consommateurs pour lesquels la transparence est d'ores et déjà assurée par la publication obligatoire de tarifs.
- Les rachats de courant aux autoproducteurs sont réglés par la recommandation du Conseil sur la coopération entre eux et les entreprises de distribution publique; la directive ne les concerne pas et les amendements 3 et 21 sont par conséquent inutiles.
- Les ventes de gaz à la chimie ne peuvent être considérées comme des ventes énergétiques; c'est la raison pour laquelle la Commission ne peut accepter l'amendement n° 5.
- L'amendement n° 18 qui supprime la possibilité d'avoir accès aux données désagrégées en vue de contrôler si les données ont été correctement calculées.
- L'amendement 20 parce que l'usage de l'O.S.C.E. est de ne pas distinguer les autres usages moyens et gros des usages industriels.

Modification à la proposition de

DIRECTIVE DU CONSEIL

concernant une procédure communautaire
sur la transparence des prix au consommateur final industriel
de gaz et d'électricité

TEXTE DE LA COMMISSION

AMENDEMENTS ADOPTES PAR LE P.E.
ET ACCEPTES PAR LA COMMISSION

Amendement n° 4

Huitième considérant

considérant que ces informations
concernent exclusivement le gaz
et l'électricité dans des usages
finals énergétiques

considérant que ces informations qui
concerneront le gaz et l'élec-
tricité consommés par l'industrie dans
des usages finals énergétiques, permet-
tront également la comparaison avec les
autres sources d'énergie (pétrole, charbon,
énergies fossiles et renouvelables) et les
autres consommateurs.

Amendement n° 10

considérant que la connaissance de la
fiscalité et des taxes parafiscales
existant dans chaque Etat membre de la
Communauté, permettra de faciliter leur
harmonisation nécessaire pour la réali-
sation du marché unique.

Amendement n° 12

considérant que la mise en oeuvre uniforme
de la présente directive ne peut se faire
dans tous les Etats membres que lorsque le
marché du gaz naturel aura atteint un
niveau de développement suffisant.

Amendement n° 19

Article 7

Une fois par an, la Commission adresse un rapport de synthèse sur l'application de la présente directive au Parlement européen et au Comité économique et social.

Une fois par an, la Commission adresse un rapport de synthèse sur l'application de la présente directive au Conseil, au Parlement européen et au Comité Economique et social.

Amendement n° 24

Point 16

Pour chaque prix-repère, il convient de décrire une série de facteurs particuliers qui peuvent aboutir à une réduction du prix de l'électricité (par exemple les clauses d'interruptibilité) ainsi que l'importance de cette réduction (en principe 6 %, 8 %, 10 %). Ces facteurs particuliers doivent être représentatifs des facteurs applicables aux consommateurs industriels desservis par le service public en question pour la catégorie de MW concernée.

Pour chaque prix-repère, il convient de décrire une série de facteurs particuliers qui peuvent aboutir à une réduction du prix de l'électricité (par exemple les clauses d'interruptibilité) ainsi que l'importance de cette réduction (en principe 6 %, 8 %, 19 %). Ces facteurs particuliers doivent être représentatifs des facteurs applicables aux consommateurs desservis par le service public en question pour la catégorie de MW concernée.

Amendement n° 25

Point 17

Dans les Etats membres où il y a plusieurs distributeurs, chaque distributeur doit communiquer les prix-repères et les données y afférentes (sous la rubrique caractéristique de la demande du consommateur industriel théorique (paragraphe 15), les facteurs particuliers et les réductions de prix (paragraphe 16) à un organisme indépendant de traitement statistique.

Dans les Etats membres où il y a plusieurs distributeurs, chaque distributeur doit communiquer les prix-repères et les données y afférentes (sous la rubrique caractéristique de la demande du consommateur théorique (paragraphe 15), les facteurs particuliers et les réductions de prix (paragraphe 16) à un organisme indépendant de traitement statistique.

PROJET DE RESOLUTION LEGISLATIVE

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission au Conseil relative à une directive concernant une procédure communautaire sur la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité

Le Parlement européen,

- vu la proposition de la Commission au Conseil (1),
 - consulté par le Conseil, conformément à l'article 213 du traité CEE (doc. C3-156/89),
 - vu le rapport de la commission de l'énergie, de la recherche et de la technologie et les avis de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle ainsi que de la commission juridique et des droits des citoyens (doc. A3-38/90),
1. approuve, sous réserve des modifications qu'il y a apportées, la proposition de la Commission, conformément au vote exprimé sur le texte de celle-ci ;
 2. invite le Conseil, au cas où il entendrait s'écarter du texte approuvé par le Parlement, à en informer celui-ci ;
 3. se réserve de recourir à la procédure de concertation au cas où le Conseil entendrait s'écarter du texte approuvé par le Parlement ;
 4. demande à être de nouveau consulté au cas où le Conseil entendrait apporter des modifications substantielles à la proposition de la Commission ;
 5. charge son Président de transmettre le présent avis au Conseil et à la Commission.

(1) JO n° C 257 du 10.10.1989, p. 7.

COM(90) 231 final

DOCUMENTS

FR

12 13 10

N° de catalogue : CB-CO-90-252-FR-C
ISBN 92-77-60890-0

PRIX DE VENTE	jusqu'à 30 pages: 3,50 ECU	chaque 10 pages en plus: 1,25 ECU
---------------	----------------------------	-----------------------------------

Office des publications officielles des Communautés européennes
L-2985 Luxembourg

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(90) 231 endg.

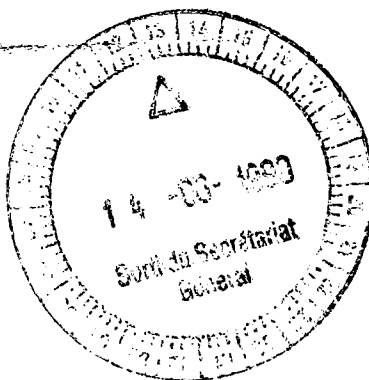
Brüssel, den 7. Juni 1990

Änderung des Vorschlags für eine

RICHTLINIE DES RATES

zur Einführung eines gemeinschaftlichen Verfahrens zur Gewährleistung
der Transparenz der vom industriellen Endverbraucher
zu zahlenden Gas- und Strompreise

(gemäß Artikel 149 Paragraph 3 des EWG-Vertrags
von der Kommission vorgelegt)



Begründung

Das Europäische Parlament hat den oben genannten Entwurf für eine Richtlinie des Rates (Preisstransparenz) auf seiner Plenartagung vom Mai 1990 debattiert. Im Anschluß an die Aussprache hat das Parlament 25 Änderungsanträge angenommen und 2 abgelehnt, die die Rechtsgrundlage des Kommissionsvorschlages ändern. Ferner verabschiedete das Parlament zu dem gleichen Vorschlag eine legislative Entschließung.

Die Kommission hat erklärt, die sechs im beigefügten geänderten Entwurf enthaltenen Änderungen übernehmen zu können, und zwar die Änderungsanträge mit den Nummern 4, 10, 12, 19, 24 und 25.

Die anderen Änderungsanträge konnte sie nicht akzeptieren, da sie nicht auf den Zweck der Richtlinie abzielen, sondern deren Zielrichtung und Anwendungsbereich vielmehr verändern würden.

Die von der Kommission abgelehnten Änderungsanträge lassen sich wie folgt zusammenfassen:

- Die Änderungsanträge Nr. 1, 8, 9, 11 und 16, die sich auf die Kostentransparenz beziehen; Nr. 6, 7 und 15, die sich auf die Bildung oder Berechnung der Preise beziehen.
- Der Änderungsantrag Nr. 2, der versucht, den rechtmäßigen Schutz der Vertraulichkeit, welche Grundlage der Richtlinie ist, aufzuheben.
- Die Änderungsanträge Nr. 13, 14, 17, 22 und 23, die Verbraucher-kategorien in die Richtlinie einfügen oder versuchen einzufügen, für die die Transparenz schon jetzt durch die obligatorische Veröffentlichung der Tarife gesichert ist.
- Die Stromelinkäufe von den Eigenversorgern sind durch die Empfehlung des Rates über die Zusammenarbeit zwischen ihnen und den öffentlichen Verteilerunternehmen festgesetzt; sie sind nicht von der Richtlinie betroffen und die Änderungen Nr. 3 und 21 sind folglich nicht notwendig.
- Die Gasverkäufe an die Chemie können nicht als Energieverkäufe betrachtet werden; aus diesem Grund kann die Kommission den Änderungsantrag Nr. 5 nicht annehmen.
- Der Änderungsantrag Nr. 18, der die Möglichkeit aufhebt, Zugang zu den nicht aggregierten Daten zu haben, um zu kontrollieren, ob die Daten korrekt berechnet wurden.
- Der Änderungsantrag Nr. 20, da das Statistische Amt der EG nicht zwischen mittlerem und großem industriellem Verbrauch unterscheidet.

Änderung des Vorschlags für eine

RICHTLINIE DES RATES

zur Einführung eines gemeinschaftlichen Verfahrens zur Gewährleistung
der Transparenz der vom industriellen Endverbraucher
zu zahlenden Gas- und Strompreise

Von der Kommission vorgeschlagener
Text

Vom Europäischen Parlament
angenommen Änderungsanträge
und von der Kommission angenommen

Änderungsantrag Nr. 4

8. Erwägungsgrund

Diese Informationen beziehen sich
ausschließlich auf den Endverbrauch
von Gas und Strom durch die
Industrie.

Diese Informationen, die sich auf den
Endverbrauch von Gas und Strom durch die
Industrie beziehen werden, werden auch einen
Vergleich mit den anderen Energiequellen
(Erdöl, Kohle, fossile und erneuerbare
Energiequellen) und mit den anderen
Verbrauchern ermöglichen müssen.

Änderungsantrag Nr. 10

Nach dem 13. Erwägungsgrund ist
folgender neuer Erwägungsgrund 13 c)
einzufügen:

Die Kenntnis der bestehenden parafiskalen
Abgaben in jedem
einzelnen Mitgliedstaat der EWG wird
die notwendige Harmonisierung im
Hinblick auf die Verwirklichung des
einheitlichen Marktes erleichtern.

Änderungsantrag Nr. 12

Nach dem 17. Erwägungsgrund ist
folgender neuer Erwägungsgrund 17a
einzufügen:

Die gleichmäßige Durchführung dieser
Richtlinie in den Mitgliedstaaten setzt
einen bereits ausreichend entwickelten
Markt für Erdgas voraus.

Änderungsantrag Nr. 19

Artikel 7

Die Kommission übermittelt dem Euro-
päischen Parlament sowie dem Wirt-
schafts- und Sozialausschuß einmal
jährlich einen zusammenfassenden Be-
richt über die Durchführung dieser
Richtlinie.

Die Kommission übermittelt dem Euro-
päischen Parlament, dem Wirtschafts-
und Sozialausschuß sowie dem Rat
einmal jährlich einen zusammen-
fassenden Bericht über die Durch-
führung dieser Richtlinie.

Änderungsantrag Nr. 24

Ziffer 16

Für jeden Markierungspreis sind "spezielle Faktoren", die u.U. den Strompreis verringern (z.B. Unterbrechbarkeitsklauseln) zu beschreiben und die Höhe der Verringerung (6%, 8%, 10%) anzugeben. Diese speziellen Faktoren sollen repräsentativ sein für Faktoren, die in der Praxis von den industriellen Abnehmern in der betreffenden MW-Gruppe beim berichtenden Versorgungsunternehmen in Anspruch genommen werden.

Für jeden Markierungspreis sind "spezielle Faktoren", die u.U. den Strompreis verringern (z.B. Unterbrechbarkeitsklauseln) zu beschreiben und die Höhe der Verringerung (6%, 8%, 10%) anzugeben. Diese speziellen Faktoren sollen repräsentativ sein für Faktoren, die in der Praxis von den (1 Wort ist zu streichen) Abnehmern in der betreffenden MW-Gruppe beim berichtenden Versorgungsunternehmen in Anspruch genommen werden.

Änderungsantrag Nr. 25

Ziffer 17

In Mitgliedstaaten mit mehr als einem Elektrizitätsversorgungsunternehmen liefert jedes dieser Unternehmen Markierungspreise nebst den zugehörigen Informationen über Abnahmekenndaten des fiktiven "Markierungspreis" - Industrieverbrauchers (Ziffer 15) und über die speziellen Faktoren und ihre Preisreduktionen (Ziffer 17) an eine unabhängige statistische Einrichtung.

Rest unverändert

In Mitgliedstaaten mit mehr als einem Elektrizitätsversorgungsunternehmen liefert jedes dieser Unternehmen Markierungspreise nebst den zugehörigen Informationen über Abnahmekenndaten des fiktiven "Markierungspreis" - (1 Wortteil ist zu streichen) Verbrauchers (Ziffer 15) und über die speziellen Faktoren und ihre Preisreduktionen (Ziffer 17) an eine unabhängige statistische Einrichtung.

Rest unverändert

- 5 -

A.

ENTWURF EINER LEGISLATIVEN ENTSCHEIDUNG

mit der Stellungnahme des Europäischen Parlaments zu dem
Vorschlag der Kommission an den Rat für eine Richtlinie
zur Einführung eines gemeinschaftlichen Verfahrens
zur Gewährleistung der Transparenz der vom industriellen
Endverbraucher zu zahlenden Gas- und Strompreise

Das Europäische Parlament,

- in Kenntnis des Vorschlags der Kommission an den Rat¹
 - vom Rat gemäß Artikel 213 des EWG-Vertrags konsultiert (Dok. C3-156/89),
 -
 - in Kenntnis des Berichts des Ausschusses für Energie, Forschung und Technologie und der Stellungnahmen des Ausschusses für Wirtschaft, Währung und Industriepolitik und des Ausschusses für Recht und Bürgerrechte (Dok. A3-38/90),
 - 1. billigt den Vorschlag der Kommission vorbehaltlich der vom ihm vorgenommenen Änderungen entsprechend dem diesbezüglichen Abstimmungsergebnis;
 - 2. fordert den Rat auf, es zu unterrichten, falls er beabsichtigt, von dem vom Parlament gebilligten Text abzuweichen;
 - 3. behält sich vor, das Konzertierungsverfahren einzuleiten, falls der Rat beabsichtigt, von dem vom Parlament gebilligten Text abzuweichen;
 - 4. fordert den Rat auf, es erneut zu konsultieren, falls er beabsichtigt, den Vorschlag der Kommission entscheidend zu ändern;
 - 5. beauftragt seinen Präsidenten, diese Stellungnahme dem Rat und der Kommission zu übermitteln.
- (1) ABL Nr C 257 vom 10.10.89, S. 7

KOM(90) 231 endg.

DOKUMENTE

DE

12 13 10

Katalognummer : CB-CO-90-252-DE-C
ISBN 92-77-60887-0

VERKAUFSPREIS	bis 30 Seiten: 3,50 ECU	pro 10 weitere Seiten: 1,25 ECU
---------------	-------------------------	---------------------------------

Art für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften
L-2985 Luxemburg

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

COM(90) 231 def.

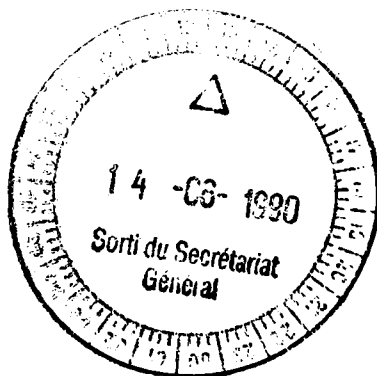
Bruxelles, 7 giugno 1990

Modifica della proposta di

DIRETTIVA DEL CONSIGLIO

concernente una procedura comunitaria sulla trasparenza
dei prezzi al consumatore finale industriale
di gas e di energia elettrica

(presentata dalla Commissione ai sensi dell'articolo 149
paragrafo 3 del trattato CEE)



Motivazione

Il Parlamento europeo ha esaminato il progetto di direttiva del Consiglio summenzionato (trasparenza dei prezzi) durante la sessione plenaria del maggio 1990. In conclusione al dibattito il Parlamento ha adottato 25 emendamenti e ne ha respinti due modificando la base giuridica della proposta della Commissione. Successivamente il Parlamento ha adottato una risoluzione legislativa sullo stesso progetto.

La Commissione ha dichiarato di poter accettare i sei emendamenti ripresi nel progetto modificato allegato, vale a dire gli emendamenti con i numeri seguenti : 4, 10, 12, 19, 24 e 25.

Non è stata in grado di accettare gli altri emendamenti che si allontanano dall'obiettivo finale della direttiva modificandone gli obiettivi e il campo d'applicazione.

Gli emendamenti respinti dalla Commissione possono essere così raggruppati :

- Gli emendamenti 1, 8, 9, 11, 16 che mirano la trasparenza dei costi; 6, 7 e 15 che mirano la formazione o il calcolo dei prezzi.
- L'emendamento 2 che tende a sopprimere la legittima protezione della confidenzialità, fondamento della direttiva.
- Gli emendamenti 13, 14, 17, 22 e 23 che introducono o tendono a introdurre nella direttiva delle categorie di consumatori per i quali la trasparenza è già assicurata dalla pubblicazione obbligatoria delle tariffe.
- I riacquisti di corrente agli autoproduttori sono vigilati dalla raccomandazione del consiglio sulla cooperazione tra essi e le imprese di distribuzione pubblica; la direttiva non li concerne e gli emendamenti 3 e 21 sono di conseguenza inutili.

- Le vendite di gas alla chimica non possono essere considerate come delle vendite energetiche; e la ragione per cui la Commissione non può accettare l'emendamento n. 5.
- L'emendamento n° 18 che abolisce la possibilità d'accesso ai dati disaggregati al fine di controllare se i dati sono stati correttamente calcolati.
- L'emendamento n° 20 perché la consuetudine dell'O.S.C.E. è di non distinguere le altre utilizzazioni medie e grosse dalle utilizzazioni industriali.

Modifica della proposta di

DIRETTIVA DEL CONSIGLIO

concernente una procedura comunitaria sulla trasparenza
dei prezzi al consumatore finale industriale
di gas e di energia elettrica

Testo della Commissione

Emendamenti adottati dallo
Parlamento Europeo e accettati
dalla Commissione

Emendamento n.4

Ottavo considerando

considerando che queste informazioni
concernono esclusivamente il gas e
l'elettricità consumati
dall'industria negli usi finali
dell'energia;

considerando che queste informazioni che
concerneranno il gas e
l'energia elettrica consumati
dall'industria negli usi finali
dell'energia, consentiranno ugualmente
il raffronto con le altre fonti
energetiche (petrolio, carbone,
energie fossili e rinnovabili) e gli
altri consumatori;

Emendamento n.10

Dopo il tredicesimo considerando
inserire il nuovo considerando 13c
seguente:

considerando che la conoscenza dei
gravami fiscali e parafiscali
vigenti in ciascun paese della CEE
consentirà di facilitare
l'armonizzazione necessaria alla
realizzazione del mercato unico;

Emendamento n.12

Diciassettesimo considerando

Dopo il diciassettesimo considerando
aggiungere il seguente nuovo testo:

"considerando che l'applicazione
uniforme della presente direttiva
nelli Stati membri presuppone un
mercato già sviluppato del gas
naturale,"

Emendamento n. 19

Articolo 7

Una volta l'anno la Commissione inizia una relazione di sintesi sull'applicazione della presente direttiva al Parlamento europeo e al Comitato economico e sociale.

Articolo 7

Una volta l'anno, la Commissione invia una relazione di sintesi sull'applicazione della presente direttiva al Parlamento europeo, al Comitato economico e sociale e al Consiglio.

Emendamento n. 24

Punto 16

Per ogni prezzo marker descrivere una serie di "fattori speciali" che possono essere applicati per ridurre il prezzo dell'energia elettrica (ad esempio clausole di interruzione) nonché l'importo della riduzione (ad esempio, 6%, 8%, 10%, ecc.). Questi fattori speciali devono essere rappresentativi dei fattori effettivamente usati dai consumatori industriali serviti dall'ente rilevatore nella categoria MW oggetto di rilevazione.

Per ogni prezzo marker descrivere una serie di "fattori speciali" che possono essere applicati per ridurre il prezzo dell'energia elettrica (ad esempio clausole di interruzione) nonché l'importo della riduzione (ad esempio, 6%, 8%, 10%, ecc.). Questi fattori speciali devono essere rappresentativi dei fattori effettivamente usati dai consumatori (1 parola soppressa) serviti dall'ente rilevatore nella categoria MW oggetto di rilevazione.

Emendamento n. 25

Punto 17

Negli Stati membri dove esiste più di un ente dell'energia elettrica, ogni ente fornisce a un organismo statistico indipendente i prezzi marker e le informazioni associate (caratteristiche della domanda del consumatore industriale prezzo marker teorico (cfr. paragrafo 14), i fattori speciali e relative riduzioni di prezzo (cfr. paragrafo 16).

(Il resto immutato)

Negli Stati membri dove esiste più di un ente dell'energia elettrica, ogni ente fornisce a un organismo statistico indipendente i prezzi marker e le informazioni associate (caratteristiche della domanda del consumatore (1 parola soppressa) prezzo marker teorico (cfr. paragrafo 14), i fattori speciali e relative riduzioni di prezzo (cfr. paragrafo 16).

(Il resto immutato)

recante il parere del Parlamento europeo sulla proposta della Commissione al Consiglio relativa a una direttiva concernente una procedura comunitaria sulla trasparenza dei prezzi al consumatore finale industriale di gas e di energia elettrica

Il Parlamento europeo,

- vista la proposta della Commissione al Consiglio (1),
 - consultato dal Consiglio sulla base dell'articolo 213 del Trattato CEE (doc. C3-156/89),
 - visti la relazione della commissione per l'energia, la ricerca e la tecnologia e i pareri della commissione per i problemi economici e monetari e la politica industriale e della commissione giuridica e per i diritti dei cittadini (doc. A3-38/90),
1. approva la proposta della Commissione fatte salve le modifiche ad essa apportate, conformemente alla votazione svoltasi sul relativo testo;
 2. invita il Consiglio a informarlo qualora intenda discostarsi dal testo approvato dal Parlamento;
 3. si riserva di far ricorso alla procedura di concertazione qualora il Consiglio non intenda conformarsi al parere del Parlamento;
 4. chiede di essere nuovamente consultato qualora il Consiglio intenda apportare modifiche sostanziali alla proposta della Commissione;
 5. incarica il suo Presidente di trasmettere il presente parere al Consiglio e alla Commissione.

(1) GU n. C 257 del 10.10.89, pag. 7

COM(90) 231 def.

DOCUMENTI

IT

12 13 10

N. di catalogo : CB-CO-90-252-IT-C
ISBN 92-77-60891-9

PREZZO DI VENDITA	fino a 30 pagine: 3,50 ECU	ogni 10 pagine in più: 1,25 ECU
-------------------	----------------------------	---------------------------------

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee
L-2985 Lussemburgo

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(90) 231 def.

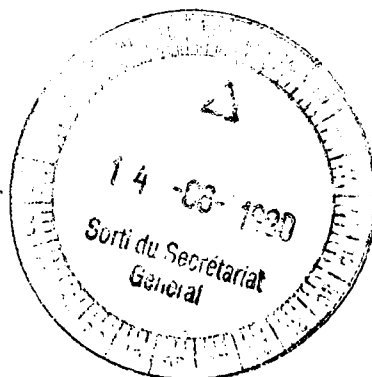
Brussel, 7 Juni 1990

Wijziging van het voorstel voor een

RICHTLIJN VAN DE RAAD

betreffende een communautaire procedure
inzake de doorzichtigheid van de prijzen van aardgas en elektriciteit
voor industriële eindverbruikers

(door de Commissie krachtens artikel 149, lid 3,
van het EEG-verdrag ingediend)



Toelichting

Het Europese Parlement heeft bovengenoemd ontwerp voor een richtlijn van de Raad (doorzichtigheid van de prijzen) behandeld op de plenaire zitting van mei 1990. Na de bespreking van het ontwerp heeft het Parlement 25 amendementen goedgekeurd en heeft er 2 verworpen, die de juridische basis van het voorstel van de Commissie wijzigden. Vervolgens heeft het Parlement op de zelfde zitting met betrekking tot dit ontwerp een wetgevingsresolutie aangenomen.

De Commissie heeft verklaard akkoord te kunnen gaan met de zes amendementen zoals die in bijgevoegd gewijzigd ontwerp vermeld staan, te weten de amendementen genummerd : 4, 10, 12, 19, 24 en 25. Zij heeft zich niet kunnen verenigen met de overige amendementen, die niet in overeenstemming zijn met de bedoeling van de richtlijn en een wijziging inhouden van de doelstellingen en de werkingssfeer.

De door de Commissie verworpen amendementen kunnen als volgt in groepen worden verdeeld :

- de amendementen 1, 8, 9, 11, 16 die de doorzichtigheid van de kosten beogen; 6, 7 en 15 die de vorming of de berekening van de prijzen beogen.
- Het amendement 2, dat strekt tot het opheffen van de wettelijke bescherming van de vertrouwelijkheid basis van deze richtlijn.
- De amendementen 13, 14, 17, 22 en 23 introduceren of als strekking hebben in de richtlijn te introduceren, groepen verbruikers voor wie de doorzichtigheid reeds gegarandeerd is door de verplichte publicatie van tarieven.
- De terugkoop van elektriciteit door industriëen die in hun eigen behoeften voorzien zijn geregeld door de aanbeveling van de Raad over de samenwerking tussen hen en openbare distributie bedrijven; de richtlijn betreft hen dus niet en de amendementen 3 en 21 zijn dienen gevolge onnodig.
- De verkoop van gas aan de chemische industrie kan niet beschouwd worden als verkoop van energie; dit is de reden waarom de Commissie amendement 5 niet kan aanvaarden.
- Amendement 18 dat de mogelijkheid opheft om toegang te hebben tot gesplitste gegevens met het oogmerk om te controleren of de gegevens juist zijn berekend.

- Amendement 20 omdat het de gewoonte is van de O.S.C.E. om geen onderscheid te maken bij van industrieel gebruik tussen middelmatig - en grootverbruik.

Historical Archives of the European Commission

Wijziging van het voorstel voor een

RICHTLIJN VAN DE RAAD

betreffende een communautaire procedure
inzake de doorzichtigheid van de prijzen van aardgas en elektriciteit
voor industriële eindverbruikers

Tekst van de Commissie

Amendementen aangenomen door het
Europese Parlement en aanvaard
door de Commissie

Amendement nr. 4

Achtste overweging

overwegende dat deze gegevens
uitsluitend betrekking hebben op het
gas en de elektriciteit die door de
industrie als onderdeel van het
finale energieverbruik zijn
verbruikt,

overwegende dat deze gegevens die
betrekking zullen hebben op het gas
en de elektriciteit die door de
industrie als onderdeel van het
finale energieverbruik zijn verbruikt,
het tevens mogelijk moeten
maken een vergelijking te trekken
met de andere energiebronnen
(aardolie, steenkool, fossiele en
hernieuwbare vormen van energie en
de consumenten daarvan.

Amendement nr. 10

Na overweging 13 onderstaande nieuwe
overweging 13c inlassen :
overwegende dat inzicht in de belasting-
wetgeving en de parafiscale belastingen
in ieder land van de EEG, de noodzakelijke
harmonisatie ervan met het oog op de voltooiing
van de interne markt vergemakkelijkt.

Amendement nr. 12

Na de overweging 17 onderstaande
nieuwe overweging inlassen:

overwegende dat de uniforme toepassing van de
onderhavige richtlijn niet in alle lid-staten
uitgevoerd kan worden, dan nadat een voldoende
ontwikkelde markt voor aardgas zal bestaan.

Amendement nr. 19

Artikel 7

Eenmaal per jaar doet de Commissie aan het Europees Parlement en het Economisch en Sociaal Comité een beknopt verslag over de toepassing van deze richtlijn toekomen.

Eenmaal per jaar doet de Commissie aan het Europees Parlement en het Economisch en Sociaal Comité en aan de Raad een beknopt verslag over de toepassing van deze richtlijn toekomen.

Amendement nr. 24

Punt 16

Voor elke "Marker Price" dienen de "bijzondere factoren" te worden vermeld op grond waarvan de prijzen kunnen worden verlaagd (b.v. stroomonderbreking) en dient de in dat geval geldende prijsverlaging (b.v. 6%, 8% en 10%) te worden aangegeven. Deze bijzondere factoren moeten representatief zijn voor de factoren waarvan daadwerkelijk gebruik wordt gemaakt door de industriële afnemers van de onderzochte MW-categorie, welke door het betrokken nutsbedrijf worden bediend.

Voor elke "Marker Price" dienen de "bijzondere factoren" te worden vermeld op grond waarvan de prijzen kunnen worden verlaagd (b.v. stroomonderbreking) en dient de in dat geval geldende prijsverlaging (b.v. 6%, 8% en 10%) te worden aangegeven. Deze bijzondere factoren moeten representatief zijn voor de factoren waarvan daadwerkelijk gebruik wordt gemaakt door de (1 woord schrappen) afnemers van de onderzochte MW-categorie, welke door het betrokken nutsbedrijf worden bediend.

Amendement nr. 25

Punt 17

In lid-staten met meer dan één elektriciteitsmaatschappij dienen deze maatschappijen elk de "Marker Prices" en de daarbij behorende informatie (over de vermogenskenmerken van de theoretische Marker Price Industrial Consumer (paragraaf 15) en over de bijzondere factoren en de prijsverlaging waartoe deze factoren aanleiding geven (paragraaf 16)) bij een onafhankelijk bureau voor statistiek in te dienen.

(rest ongewijzigd)

In lid-staten met meer dan één elektriciteitsmaatschappij dienen deze maatschappijen elk de "Marker Prices" en de daarbij behorende informatie (over de vermogenskenmerken van de theoretische Marker Price (1 woord schrappen) Consumer (paragraaf 15) en over de bijzondere factoren en de prijsverlaging waartoe deze factoren aanleiding geven (paragraaf 16)) bij een onafhankelijk bureau voor statistiek in te dienen.

(rest ongewijzigd)

ONTWERP-WETGEVINGSRESOLUTIE

houdende advies van het Europees Parlement inzake het voorstel van de Commissie aan de Raad voor een richtlijn betreffende een communautaire procedure inzake de doorzichtigheid van de prijzen van aardgas en elektriciteit voor industriële eindverbruikers

Het Europees Parlement,

- gezien het voorstel van de Commissie aan de Raad (1),
- geraadpleegd door de Raad overeenkomstig artikel 203 van het EEG-Verdrag (doc. C3-156/89),
-
- gezien het verslag van de Commissie energie, onderzoek en technologie en de adviezen van de Commissie economische en monetaire zaken en industriebeleid en de Commissie juridische zaken en rechten van de burger (doc. A3-38/90),
- 1. hecht, overeenkomstig de uitslag van de stemming, zijn goedkeuring aan het voorstel van de Commissie, behoudens de wijzigingen die het erin heeft aangebracht;
- 2. verzoekt de Raad het Parlement op de hoogte te stellen ingeval hij voornemens is af te wijken van de door het Parlement goedgekeurde tekst;
- 3. behoudt zich het recht voor de overlegprocedure te openen ingeval de Raad voornemens is af te wijken van de door het Parlement goedgekeurde tekst;
- 4. wenst opnieuw te worden geraadpleegd ingeval de Raad voornemens is ingrijpende wijzigingen aan te brengen in het voorstel van de Commissie;
- 5. verzoekt zijn Voorzitter dit advies te doen toekomen aan de Raad en de Commissie.

(1) PB nr. C 257 van 10.10.1989, blz. 7.

COM(90) 231 def.

DOCUMENTEN

NL

12 13 10

Catalogusnummer : CB-CO-90-252-NL-C
ISBN 92-77-60892-7

VERKOOPPRIJS	tot 30 blz.: 3,50 ECU	per 10 blz. meer: 1,25 ECU
--------------	-----------------------	----------------------------

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen
L-2985 Luxemburg

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(90) 231 final

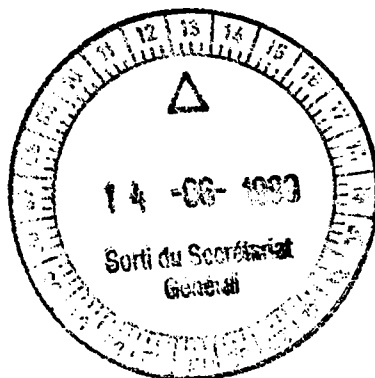
Brussels, 7 June 1990

Amendment to the proposal for a

COUNCIL DIRECTIVE

concerning a Community procedure
to improve the transparency of gas and electricity prices
charged to industrial end-users

(presented by the Commission pursuant to Article 149(3)
of the EEC-Treaty)



Explanatory memorandum

The European Parliament examined the above proposal for a Council Directive on price transparency at its plenary session of May 1990. Following the debate, Parliament adopted 25 amendments and rejected two of them modifying the legal base for the Commission's proposal. Parliament subsequently adopted a legislative resolution on the subject.

The Commission has agreed to the six amendments set out in the attached amended proposal, that is the amendments bearing the numbers 4, 10, 12, 19, 24 and 25.

It cannot accept the other amendments as they are out of keeping with the purpose of the Directive, and would alter its objectives and scope.

The amendments rejected by the Commission can be grouped together as follows:

- Amendments 1, 8, 9, 11 and 16 concerning cost transparency; 6, 7 and 15 concerning the formation or calculation of prices.
- Amendment 2 which militates against the legitimate protection of commercial confidentiality, which is the basis of the Directive.
- Amendments 13, 14, 17, 22 and 23 which introduce or tend to introduce into the Directive categories of consumers for whom transparency is already ensured by the obligatory publication of tariffs.
- Purchases of current from self-producers are regulated by the Council Recommendation on co-operation between themselves and the public distribution undertakings; the Directive does not concern them and Amendments 3 and 21 are consequently useless.
- Sales of gas to the chemical industry cannot be considered as sales of energy; for this reason, the Commission cannot accept Amendment no.5.
- Amendment no. 18 removes the possibility of having access to disaggregated data with a view to checking whether data have been correctly calculated.
- Amendment 20 because it is the practice of the S.O.E.C not to distinguish the other medium and large-scale uses from the industrial uses.

Amendment to the proposal for a

COUNCIL DIRECTIVE

concerning a Community procedure
to improve the transparency of gas and electricity prices
charged to industrial end-users

Commission text

Amendment adopted by the
European Parliament
and accepted by the Commission

Amendment No.4

Eighth recital

whereas the information in question
relates exclusively to the gas and
electricity consumed by industry for
energy end-uses,

whereas the information in question will
relate. to the gas and
electricity consumed by industry for
energy end-uses, and will also have to allow
comparison with other sources of
energy (oil, coal, fossil fuels and
renewable sources of energy) and
with other consumers,

Amendment No.10

After the thirteenth recital, insert
a new recital 13c to read:

whereas a knowledge of the fiscal
provisions and parafiscal taxes existing in
each Member State of the Community will
facilitate their harmonisation, which is
required to complete the single market.

Amendment No.12

After the seventeenth recital add
the following new recital:

whereas the consistent implementation
of this Directive can be achieved in all
the Member States only when the market
in natural gas has reached a sufficient
level of development.

Amendment No. 19

Article 7

Once a year the Commission shall present a summary report on the operation of this Directive to the European Parliament and the Economic and Social Committee.

Once a year the Commission shall present a summary report on the operation of this Directive to the European Parliament, the Economic and Social Committee and the Council.

Amendment No. 24

Point 16

For each marker price a range of 'special factors' which may be applied to reduce the price of electricity (e.g. interruptibility clauses) should be described and the amount of reduction (e.g. 6%, 8%, 10%) indicated. These factors should be representative of factors which are in reality used by industrial consumers supplied by the reporting utility in the MW category being surveyed.

For each marker price a range of 'special factors' which may be applied to reduce the price of electricity (e.g. interruptibility clauses) should be described and the amount of reduction (e.g. 6%, 8%, 10%) indicated. These factors should be representative of factors which are in reality used by the (one word deleted) consumers supplied by the reporting utility in the MW category being surveyed.

Amendment No. 25

Point 17

In Member States where there is more than one electricity utility, these utilities shall each provide marker prices and the associated information (on the demand characteristics of the notional marker price industrial consumer (paragraph 15) and on the special factors and their price reductions (paragraph 17) to an independent statistical body ...

In Member States where there is more than one electricity utility, these utilities shall each provide marker prices and the associated information (on the demand characteristics of the notional marker price (one word deleted) consumer (paragraph 15) and on the special factors and their price reductions (paragraph 17) to an independent statistical body ...

Rest unchanged

DRAFT LEGISLATIVE RESOLUTION

embodying the opinion of the European Parliament on the proposal from the Commission to the Council for a directive concerning a Community procedure to improve the transparency of gas and electricity prices charged to industrial end-users

The European Parliament,

- having regard to the proposal from the Commission to the Council¹,
 - having been consulted by the Council pursuant to Article 213 of the EEC Treaty (Doc. C 3-156/89),
 - having regard to the report of the Committee on Energy, Research and Technology and the opinion of the Committee on Economic and Monetary Affairs and Industrial Policy and the Committee on Legal Affairs and Citizens' Rights (Doc. A 3-38/90),
1. Approves the Commission proposal subject to Parliament's amendments and in accordance with the vote thereon;
 2. Calls on the Council to notify Parliament should it intend to depart from the text approved by Parliament;
 3. Reserves the right to open the conciliation procedure should the Council intend to depart from the text approved by Parliament;
 4. Asks to be consulted again should the Council intend to make substantial modifications to the Commission proposal;
 5. Instructs its President to forward this opinion to the Council and the Commission.

¹ OJ No. C 257, 10.10.1989, p. 7

COM(90) 231 final

DOCUMENTS

EN

12 13 10

Catalogue number : CB-CO-90-252-EN-C
ISBN 92-77-60889-7

PRICE	1 - 30 pages: 3.50 ECU	per additional 10 pages: 1.25 ECU
-------	------------------------	-----------------------------------

Office for Official Publications of the European Communities
L-2985 Luxembourg

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(90) 231 endelig udg.

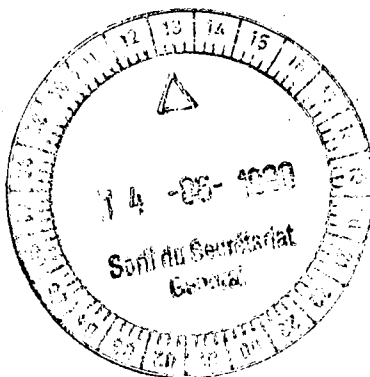
Bruxelles, den 7. juni 1990

Ændring til forslag til

RÅDETS DIREKTIV

om en fællesskabsprocedure med hensyn
til gennemsigtigheden af prisen på gas og elektricitet
til den endelige forbruger i industrien

(forelagt af Kommissionen i henhold til EØF-traktatens,
artikel 149, stk. 3)



Begrundelse

Europa-Parlamentet drøftede ovennævnte udkast til Rådets direktiv (prisdokumentation) på plenarmødet 1. maj 1990. Som et resultat af forhandlingerne vedtog Parlamentet 25 ændringsforslag og afviste 2, som ændrede det legale grundlag for Kommissionens forslag. På sit møde i maj 1990 vedtog Parlamentet endvidere en lovgivningsmæssig beslutning om samme emne.

Kommissionen har erklæret, at den kan godkende de seks ændringsforslag, der er medtaget i vedlagte ændrede udkast, d.v.s. ændringsforslagene nr. 4, 10, 12, 19, 24 og 25.

Kommissionen har ikke kunnet godkende de andre ændringsforslag, da de ikke er i overensstemmelse med direktives hensigtsprincip, og da de ændrer dets mål og anvendelsesområde.

De af Kommissionen afviste ændringsforslag kan klassificeres således:

- Ændringsforslag nr. 1, 8, 9, 11 og 16, som vedrører omkostningsgennemsnitlighed; 6, 7, og 15, som vedrører prisdannelsen eller prisberegningen.
- Ændringsforslag nr. 2, som kan underminere den legitime beskyttelse af forretningshemmeligheder, som er grundlaget for direktivet.
- Ændringsforslagene 13, 14, 17, 22 og 23 som kan introducere eller introducerer i direktivet kategorier af forbrugere for hvem gennemsnitlighed er gennemført ved obligatorisk offentliggørelse af tariffer.
- Indkøb af elektricitet fra auto-producenter er reguleret i Rådshenstilling vedrørende samproduktion mellem disse og offentlige forsyningselskaber; Direktivet vedrører ikke disse og ændringsforslag nr. 3 og 21 er derfor unødvendige.
- Salg af gas til den kemiske industri kan ikke betragtes som salg af energi; derfor kan Kommissionen ikke akceptere ændringsforslag nr. 5.
- Ændringsforslag nr. 18 fjerner muligheden for at få adgang til ikke-aggregerede data med henblik på at undersøge om dataene er korrekt beregnet.
- Ændringsforslag nr. 20, fordi det er S.O.E.C's praksis ikke at skelne mellem øvrigt mellemstort og stort forbrug og industrielt forbrug.

Ændring til forslag til

RÅDETS DIREKTIV

om en fællesskabsprocedure med hensyn
til gennemsigtigheden af prisen på gas og elektricitet
til den endelige forbruger i industrien

Kommissionens forslag

Ændringsforslag vedtaget
af Europa Parlamentet og
akcepteret af Kommissionen

8. betragtning

disse oplysninger angår udelukkende
gas og elektricitet, som forbruges
af industrien i energimæssige
slutanvendelser;

Ændringsforslag nr. 4

8. betragtning

disse oplysninger angår
udelukkende gas og elektricitet, som
forbruges af industrien i
energimæssige slutanvendelser, men
skal også gøre det muligt at
sammenligne med de andre
energikilder (olie, kul, fossile og
fornyelige energikilder) og de
øvrige forbrugere;

Ændringsforslag nr. 10

Efter 13. betragtning indsættes en
betragtning 13c med følgende ordlyd:

kendskab til skatter og afgifter
i de enkelte EF-lande vil
gøre det muligt at fremme den
nødvendige harmonisering af disse
med henblik på gennemførelsen af det
indre marked;

Ændringsforslag nr. 12

Efter 17. betragtning indføjes en ny
betragtning med følgende ordlyd:

en konsekvent
gennemførelse af dette direktiv på
forvaltningsmæssige vilkår, der er
ensartede i
medlemsstaterne, forudsætter

at der findes et
allerede udviklet marked for
naturgas;

Ændringsforslag nr. 19

Artikel 7

En gang om året sender Kommissionen en sammenfattende rapport om anvendelsen af dette direktiv til Europa-Parlamentet og Det Økonomiske og Sociale Udvalg.

Artikel 7

En gang om året sender Kommissionen en sammenfattende rapport om anvendelsen af dette direktiv til Europa-Parlamentet, Det Økonomiske og Sociale Udvalg og til Rådet.

Ændringsforslag nr. 24

Punkt 16

For hver referencepris skal der beskrives en række "særlige faktorer", som kan anvendes til at reducere elprisen (f.eks. klausuler om mulighed for aflrydelse), og reduktionens størrelse (f.eks. 6%, 8%, 10% osv.) skal angives. Disse særlige faktorer skal være repræsentative for faktorer, som faktisk anvendes af de industrielle forbrugere, der forsynes af det indberettende selskab i den MW-kategori, der undersøges.

Punkt 16

For hver referencepris skal der beskrives en række "særlige faktorer", som kan anvendes til at reducere elprisen (f.eks. klausuler om mulighed for aflrydelse), og reduktionens størrelse (f.eks. 6%, 8%, 10% osv.) skal angives. Disse særlige faktorer skal være repræsentative for faktorer, som faktisk anvendes af de forbrugere, der forsynes af det indberettende selskab i den MW-kategori, der undersøges.

Ændringsforslag nr. 25

Punkt 17

I de medlemsstater, hvor der findes mere end et elektricitetsselskab, skal disse selskaber hver især indberette referencepriser og tilhørende oplysninger (om efterspørgselskarakteristika for den tænkte industrielle referencepris-forbruger (pkt. 14) og om de særlige faktorer og deres betydning for prisreduktioner (pkt. 16) til et uafhængigt statistisk organ.

Punkt 17

I de medlemsstater, hvor der findes mere end et elektricitetsselskab, skal disse selskaber hver især indberette referencepriser og tilhørende oplysninger (om efterspørgselskarakteristika for den tænkte referencepris-forbruger (pkt. 14) og om de særlige faktorer og deres betydning for prisreduktioner (pkt. 16) til et uafhængigt statistisk organ.

FORSLAG TIL LOVGIVNINGSMÆSSIG BESLUTNING

med udtalelse fra Europa-Parlamentet om udkast fra Kommissionen til Rådets direktiv om en fællesskabsprocedure med hensyn til gennemsigtigheden af prisen på gas og elektricitet til den endelige forbruger i industrien

Europa-Parlamentet,

- der henviser til udkast fra Kommissionen til Rådet (1),
- hørt af Rådet, jf. EØF-Traktatens artikel 213 (dok. C3-0156/89),
- der henviser til betænkning fra Energi-, Forsknings- og Teknologiudvalget samt udtalelser fra Udvalget om Økonomi, Valutaspørgsmål og Energipolitik og Udvalget om Retlige Anliggender og Borgernes Rettigheder (dok. A3-0038/90),
- 1. godkender med forbehold af sine ændringer Kommissionens forslag under henvisning til resultatet af afstemningen herom;
- 2. anmoder Rådet om at underrette Europa-Parlamentet, hvis det ikke agter at følge den af Parlamentet godkendte tekst;
- 3. forbeholder sig at indlede samrådsproceduren, hvis Rådet ikke agter at følge den af Parlamentet godkendte tekst;
- 4. opfordrer Rådet til fornyet høring, hvis det agter at ændre Kommissionens forslag i væsentlig grad;
- 5. pålægger sin formand at sende denne udtalelse til Rådet og Kommissionen.

(1) EFT nr C 257, af 10.10.89, s. 7

KOM(90) 231 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

12 13 10

Katalognummer : CB-CO-90-252-DA-C
ISBN 92-77-60886-2

SALGSPRIS	til og med 30 sider: 3,50 ECU	for hver 10 sider derudover: 1,25 ECU
-----------	-------------------------------	---------------------------------------

Kontoret for De Europæiske Fællesskabers Officielle Publikationer
L-2985 Luxembourg

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(90) 231 τελικό

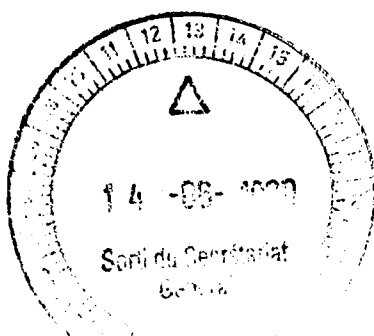
Βρυξέλλες, 7 Ιουνίου 1990

Τροποποίηση στην
Πρόταση

ΟΔΗΓΙΑΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

Σχετικά με κοινοτική διαδικασία για τη διαφάνεια των τιμών στον τελικό βιομηχανικό καταναλωτή αερίου και ηλεκτρικής ενέργειας

(υποβληθείσα από την Επιτροπή
σύμφωνα με το άρθρο 149, παράγραφος 3 της συνθήκης ΕΟΚ)



Αιτιολογική έκθεση

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο εξέτασε το ανωτέρω μνημονευόμενο σχέδιο οδηγίας του Συμβουλίου (Διαφάνεια των τιμών) κατά την ολομέλεια του Μαΐου 1990. Κατά το πέρας της συζήτησης, το Κοινοβούλιο υιοθέτησε 25 τροπολογίες και απέρριψε 2 που τροποποιούν τη νομική βάση της πρότασης της Επιτροπής. Το Κοινοβούλιο υιοθέτησε κατόπιν, κατά τη σύνοδο του Μαΐου 1990, ψήφισμα νομοθετικού περιεχομένου σχετικά με το σχέδιο αυτό, και συγκεκριμένα τις τροπολογίες που φέρουν τους αριθμούς: 4, 10, 12, 19, 24 και 25.

Η Επιτροπή δήλωσε ότι μπορεί να κάνει δεκτές τις έξι τροπολογίες που αναφέρονται στο τροποποιημένο σχέδιο που επισυνάπτεται.

Δεν ήταν σε θέση να κάνει δεκτές τις άλλες τροπολογίες οι οποίες αποκλίνουν από τους σκοπούς της οδηγίας και τροποποιούν τους στόχους της και το πεδίο εφαρμογής της.

Οι τροπολογίες που απορρίπτονται από την Επιτροπή διαχωρίζονται ως εξής:

- Οι τροπολογίες 1, 8, 9, 11, 16 που αφορούν το κόστος 6, 7 και 15 που αφορούν τη διαμόρφωση και τον υπολογισμό των τιμών.
- Η τροπολογία 2 που τείνει να καταργεί τη νόμιμη προστασία του απορρήτου, θεμέλιο της οδηγίας.
- Οι τροπολογίες 13, 14, 17, 22 και 23 που εισάγουν ή τείνουν να εισάγουν στην οδηγία, κατηγορίες καταναλωτών για τις οποίες η διαφάνεια εξασφαλίζεται ήδη από την υποχρεωτική δημοσίευση των τιμολογίων.
- Οι αγορές ρεύματος από τους αυτοπαραγωγούς διευθετούνται από τη σύσταση του Συμβουλίου σχετικά με τη συνεργασία μεταξύ αυτών και των επιχειρήσεων δημόσιας διανομής· η οδηγία δεν τους αφορά και επομένως οι τροπολογίες 3 και 21 είναι άχρηστες.
- Οι πωλήσεις αερίου στη χημική βιομηχανία δεν μπορούν να θεωρηθούν σαν ενεργειακές· για το λόγο αυτό η Επιτροπή δεν μπορεί να δεχθεί την τροπολογία αριθ. 5.
- Η τροπολογία αριθ. 18 που καταργεί τη δυνατότητα πρόσβασης σε επί μέρους στοιχεία για τον έλεγχο της ακρίβειας υπολογισμού τους.
- Η τροπολογία αριθ. 20 διότι, κατά τα καθιερωμένα του ΟΟΣΑ δεν γίνεται διάκριση μεταξύ αφενός των άλλων μεσαίων και μεγάλων χρήσεων και αφετέρου των βιομηχανικών χρήσεων.

ΟΔΗΓΙΑΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

Σχετικά με κοινοτική διαδικασία για τη διαφάνεια των τιμών στον τελικό βιομηχανικό καταναλωτή αερίου και ηλεκτρικής ενέργειας

Κείμενο της Επιτροπής

ΤΡΟΠΟΛΟΓΙΕΣ ΠΟΥ ΠΡΟΤΑΘΗΚΑΝ
ΑΠΟ ΤΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ ΚΑΙ
ΚΑΙ ΕΓΙΝΑΝ ΔΕΚΤΕΣ ΑΠΟ ΤΗΝ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Τροπολογία αριθ. 4

Όγδοη αιτιολογική σκέψη

ότι οι πληροφορίες αυτές αφορούν αποκλειστικά το φυσικό αέριο και την ηλεκτρική ενέργεια που καταναλώνει η βιομηχανία με τελικό στόχο την παραγωγή ενέργειας,

ότι οι πληροφορίες αυτές που θα αφορούν το φυσικό αέριο και την ηλεκτρική ενέργεια που καταναλώνει η βιομηχανία με τελικό στόχο την ενεργειακή χρήση θα επιτρέπουν επίσης τη σύγκριση με άλλες πηγές ενέργειας (πετρέλαιο, κάρβουνο, ορυκτά καύσιμα και ανανεώσιμες πηγές ενέργειας) και τους άλλους καταναλωτές,

Τροπολογία αριθ. 10

Υπερτα από τη 13η αιτιολογική σκέψη να προστεθεί η εξής νέα 13γ:

ότι η γνώση της φορολογίας, και των δαμών ειδικής φορολόγησης σε κάθε χώρα της ΕΟΚ θα διευκολύνει την αναγκαία εναρμόνιση για την υλοποίηση της Ενιαίας Αγοράς.

Τροπολογία αριθ. 12

Μετά τη δέκατη έβδομη αιτιολογική σκέψη να προστεθεί η εξής νέα:

θεωρώντας ότι η ενιαία εφαρμογή της παρούσας οδηγίας δεν μπορεί να επιτευχθεί σε όλα τα κράτη μέλη παρά μόνο όταν αναπτυχθεί αρκετά η αγορά φυσικού αερίου.

Άρθρο 7

Μία φορά το χρόνο, η Επιτροπή απευθύνει συγκεντρωτική έκθεση σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας οδηγίας στο ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή.

Τροπολογία αριθ. 19

Άρθρο 7

Μία φορά το χρόνο, η Επιτροπή απευθύνει συγκεντρωτική έκθεση σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας οδηγίας στο ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή και το Συμβούλιο.

Σημείο 16

Για κάθε χαρακτηριστική τιμή αναφοράς πρέπει να περιγράφεται ένα φάσμα "ειδικών παραγόντων", που ενδέχεται να εφαρμοσθούν για τη μείωση της τιμής του ηλεκτρικού ρεύματος (π.χ. ρήτρες διακοπής φορτίου) και οφείλει να μνημονεύεται στο ύψος της μείωσης (π.χ. 6%, 8%, 10%). Οι ειδικοί αυτοί παράγοντες πρέπει να είναι αντιπροσωπευτικοί των παραγόντων που χρησιμοποιούνται στην πραγματικότητα από τους βιομηχανικούς καταναλωτές στους οποίους παρέχει ηλεκτρικό ρεύμα η δημόσια επιχείρηση που υποβάλλει την έκθεση, που ελέγχεται.

Για κάθε χαρακτηριστική τιμή αναφοράς πρέπει να περιγράφεται ένα φάσμα "ειδικών παραγόντων", που ενδέχεται να εφαρμοσθούν για τη μείωση της τιμής του ηλεκτρικού ρεύματος (π.χ. ρήτρες διακοπής φορτίου) και οφείλει να μνημονεύεται στο ύψος της μείωσης (π.χ. 6%, 8%, 10%). Οι ειδικοί αυτοί παράγοντες πρέπει να είναι αντιπροσωπευτικοί των παραγόντων που χρησιμοποιούνται στην πραγματικότητα από τους (διαγράφεται 1 λέξη) καταναλωτές στους οποίους παρέχει ηλεκτρικό ρεύμα η δημόσια επιχείρηση που υποβάλλει την έκθεση, που ελέγχεται.

Τροπολογία αριθ. 25

Σημείο 17

Στα κράτη μέλη εκείνα, στα οποία υπάρχουν περισσότερες από μία δημόσιες επιχειρήσεις παραγωγής ηλεκτρικού ρεύματος, οι επιχειρήσεις αυτές θα παρέχουν τις χαρακτηριστικές τιμές αναφοράς και τις συναφείς πληροφορίες (αναφορικά με τα χαρακτηριστικά ζήτησης του νοητού (διαγράφεται 1 λέξη) καταναλωτή "χαρακτηριστικής τιμής αναφοράς" (παράγραφος 15) και σχετικά με τους ειδικούς παράγοντες και τη μείωση των τιμών τους (παράγραφος 16) σε μία ανεξάρτητη στατιστική υπηρεσία. (το υπόλοιπο ως έχει)

Στα κράτη μέλη εκείνα, στα οποία υπάρχουν περισσότερες από μία δημόσιες επιχειρήσεις παραγωγής ηλεκτρικού ρεύματος, οι επιχειρήσεις αυτές θα παρέχουν τις χαρακτηριστικές τιμές αναφοράς και τις συναφείς πληροφορίες (αναφορικά με τα χαρακτηριστικά ζήτησης του νοητού βιομηχανικού καταναλωτή "χαρακτηριστικής τιμής αναφοράς" (παράγραφος 15) και σχετικά με τους ειδικούς παράγοντες και τη μείωση των τιμών τους (παράγραφος 16) σε μία ανεξάρτητη στατιστική υπηρεσία. (το υπόλοιπο ως έχει)

ΣΧΕΔΙΟ ΨΗΦΙΣΜΑΤΟΣ ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΥ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΟΥ

που περιέχει τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου σχετικά με την πρόταση της Επιτροπής προς το Συμβούλιο για την έκδοση οδηγίας η οποία αφορά κοινοτική διαδικασία ως προς τη διαφάνεια των τιμών αερίου και ηλεκτρικής ενέργειας για τον τελικό βιομηχανικό καταναλωτή

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο,

- έχοντας υπόψη την πρόταση της Επιτροπής προς το Συμβούλιο¹,
 - έχοντας κληθεί από το Συμβούλιο να γνωμοδοτήσει, σύμφωνα με το άρθρο 213 της Συνθήκης ΕΟΚ (έγγρ. Γ3-156/89),
 - έχοντας υπόψη την έκθεση της Επιτροπής Ενέργειας, Έρευνας και Τεχνολογίας και τις γνωμοδοτήσεις της Επιτροπής Οικονομικής, Νομισματικής και Βιομηχανικής Πολιτικής και της Επιτροπής Νομικών Θεμάτων και Δικαιωμάτων των Πολιτών (έγγρ. Α3-38/90).
1. Εγκρίνει, με την επιφύλαξη των τροποποιήσεων που έχει επιφέρει, την πρόταση της Επιτροπής σύμφωνα με τη σχετική ψηφοφορία.
 2. Καλεί το Συμβούλιο, εφόσον προτίθεται να απομακρυνθεί από το κείμενο που ενέκρινε το Κοινοβούλιο, να το ενημερώσει σχετικά.
 3. Επιφυλάσσεται να προσφύγει στη διαδικασία συνεννόησης, σε περίπτωση κατά την οποία το Συμβούλιο προτίθεται να απομακρυνθεί από το κείμενο που ενέκρινε το Κοινοβούλιο.
 4. Ζητεί να κληθεί να γνωμοδοτήσει εκ νέου σε περίπτωση κατά την οποία το Συμβούλιο προτίθεται να επιφέρει σημαντικές αλλαγές στην πρόταση της Επιτροπής.
 5. Αναθέτει στον Πρόεδρό του να διαβιβάσει την παρούσα γνωμοδότηση στο Συμβούλιο και την Επιτροπή.

(1) ΕΕ. C. 257, 10.10.89, p. 7

COM(90) 231 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

12 13 10

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-90-252-GR-C
ISBN 92-77-60888-9

ΤΙΜΗ ΕΚΔΟΣΗΣ	μέχρι 30 σελίδες: 3,50 ECU	για κάθε 10 επιπλέον σελίδες: 1,25 ECU
--------------	----------------------------	--

Υπηρεσία Επίσημων Εκδόσεων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων
L-2985 Luxembourg

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(90) 231 final

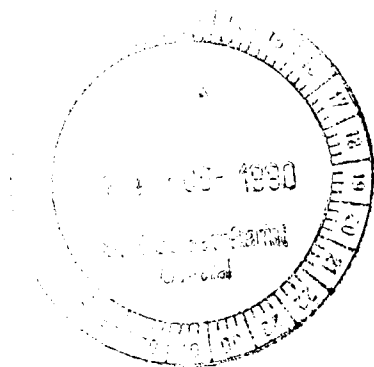
Bruselas, 7 de Junio de 1990

Modificación de la propuesta de

DIRECTIVA DEL CONSEJO

relativa a un procedimiento comunitario
sobre la transparencia de los precios de consumo industrial final
de gas y electricidad

(presentada por la Comisión en virtud del párrafo tercero
del artículo 149 del tratado CEE)



Exposición de motivos

El Parlamento Europeo, en el transcurso de su sesión plenaria de mayo de 1990, examinó el proyecto de directiva del Consejo mencionado anteriormente (transparencia de los precios). Después del debate, el Parlamento adoptó 25 enmiendas y rechazó otras 2 que modificaban la base jurídica de la propuesta de la Comisión. El Parlamento adoptó seguidamente una resolución legislativa sobre este mismo proyecto.

La Comisión declaró poder aceptar las seis enmiendas recogidas en el proyecto modificado adjunto, enmiendas que llevan los n.ºs. 4, 10, 12, 19, 24 y 25.

No ha podido aceptar las otras enmiendas que se desvían de la finalidad de la directiva y modifican sus objetivos y su campo de aplicación.

Las enmiendas rechazadas por la Comisión se pueden reagrupar de la manera siguiente:

- Las enmiendas 1, 8, 9, 11, 16 que apuntan a la transparencia de los costes; 6, 7 y 15 que apuntan a la formación o al cálculo de los precios;
- la enmienda 2 que tiende a suprimir la legítima protección de la confidencialidad, fundamento de la directiva;
- las enmiendas 13, 14, 17, 22 y 23 que introducen o tienden a introducir dentro de la directiva, categorías de consumidores para las cuales, gracias a la publicación obligatoria de tarifas, la transparencia está ya asegurada de antemano;
- las retroventas de corriente eléctrica a los autoprodutores están reguladas por la recomendación del Consejo sobre la cooperación entre dichos autoprodutores y las empresas de distribución pública: asimismo, quedan fuera de la directiva y las enmiendas 3 y 21 resultan inútiles;
- las ventas de gas al sector químico no pueden considerarse como ventas energéticas; ésta es la razón por la cual la Comisión no puede aceptar la enmienda n.º 5;
- la enmienda n.º 18 que suprime la posibilidad de acceder al desglose de los datos para poder controlar si han sido correctamente calculados;
- la enmienda n.º 20 porque la forma de proceder de la O.E.C.E. consiste en no distinguir los demás usos medianos y grandes de los usos industriales.

Modificación de la propuesta de

DIRECTIVA DEL CONSEJO

relativa a un procedimiento comunitario
sobre la transparencia de los precios de consumo industrial final
de gas y electricidad

Texto de la Comisión

Enmiendas adoptadas por
el Parlamento Europeo y
aceptadas por la Comisión

Enmienda n° 4

Considerando n° 8

Considerando que la información
solicitada sólo se referirá al gas y
a la electricidad consumidos por la
industria en usos energéticos
finales;

Considerando que la información
solicitada que se referirá
al gas y a la electricidad
consumidos por la industria en usos
energéticos finales,
también habrá de permitir la
comparación con las otras fuentes de
energía (petróleo, carbón, energías
fósiles y renovables) y con los
otros consumidores;

Enmienda n° 10

Insértese después del considerando
13, el siguiente nuevo considerando
13 sexies:

Considerando que el conocimiento
del régimen fiscal, y para fiscal
en cada
país comunitario permitirá facilitar
su armonización, necesaria para la
realización del mercado único;

Enmienda n° 12

Añádase el siguiente nuevo
considerando después del
considerando n° 17:
considerando que la aplicación uniforme
de la presente directiva solo será factible
en todos los Estados miembros, cuando el
mercado del gas natural haya alcanzado un
suficiente grado de desarrollo;

Artículo 7

Una vez al año, la Comisión remitirá al Parlamento Europeo y al Comité Económico y Social un informe de síntesis sobre la aplicación de la presente Directiva.

Una vez al año, la Comisión remitirá al Parlamento Europeo, al Comité Económico y Social y al Consejo un informe de síntesis sobre la aplicación de la presente Directiva.

Enmienda n.º 24

Punto 16

Se describirán, para cada precio señal, los "factores especiales" que se hayan aplicado para reducir el precio de la electricidad (por ejemplo, cláusulas de interrumpibilidad), y se indicará la cuantía de la reducción (por ejemplo, 6%, 8%, 10%, etc). Estos factores especiales tendrán que ser factores representativos de los utilizados realmente por los consumidores industriales suministrados por la compañía de electricidad que comunique la información, en la categoría de MW que se esté encuestando.

Se describirán, para cada precio señal, los "factores especiales" que se hayan aplicado para reducir el precio de la electricidad (por ejemplo, cláusulas de interrumpibilidad), y se indicará la cuantía de la reducción (por ejemplo, 6%, 8%, 10%, etc). Estos factores especiales tendrán que ser factores representativos de los utilizados realmente por los consumidores (1 palabra suprimida) suministrados por la compañía de electricidad que comunique la información, en la categoría de MW que se esté encuestando.

Enmienda n.º 25

Punto 17

En aquellos Estados miembros donde haya más de una compañía de electricidad, todas ellas tendrán que comunicar los precios señal y toda la información relacionada con ellos (acerca de las características de demanda del consumidor industrial de precio señal teórico (punto 15), y acerca de los factores especiales y de las consiguientes reducciones de precios (punto 16)) a un organismo independiente especializado en estadística.

En aquellos Estados miembros donde haya más de una compañía de electricidad, todas ellas tendrán que comunicar los precios señal y toda la información relacionada con ellos (acerca de las características de demanda del consumidor (1 palabra suprimida) de precio señal teórico (punto 15), y acerca de los factores especiales y de las consiguientes reducciones de precios (punto 16)) a un organismo independiente especializado en estadística.

El resto, sin modificaciones

El resto, sin modificaciones

PROYECTO DE RESOLUCION LEGISLATIVA

que contiene el dictamen del Parlamento Europeo
sobre la propuesta de la Comisión al Consejo de
directiva relativa a un procedimiento comunitario sobre la
transparencia de los precios de consumo industrial final
de gas y electricidad

El Parlamento Europeo,

- Vista la propuesta de la Comisión al Consejo¹,
- Consultado por el Consejo, de conformidad con el artículo 213 del Tratado CEE (doc. C3-156/89),
- Visto el informe de la Comisión de Energía, Investigación y Tecnología y las opiniones de la Comisión de Asuntos Económicos, Monetarios y de Política Industrial y de la Comisión de Asuntos Jurídicos y de Derechos de los Ciudadanos (doc. A3-38/90),
- 1. Aprueba la propuesta de la Comisión, sin perjuicio de las enmiendas presentadas, de conformidad con el resultado de la votación sobre el texto de la misma;
- 2. Pide al Consejo que le informe en caso de que pretenda apartarse del texto aprobado por el Parlamento;
- 3. Se reserva el derecho de iniciar el procedimiento de concertación en caso de que el Consejo pretenda apartarse del texto aprobado por el Parlamento;
- 4. Pide al Consejo que vuelva a consultarle en caso de que se proponga introducir modificaciones de importancia en la propuesta de la Comisión;
- 5. Encarga a su Presidente que transmita el presente dictamen al Consejo y a la Comisión.

¹ DO C 257, 10.10.8 , pág.

COM(90) 231 final

DOCUMENTOS

ES

12 13 10

Nº de catálogo : CB-CO-90-252-ES-C
ISBN 92-77-60885-4

PRECIO DE VENTA	hasta 30 páginas: 3,50 ECU	por cada 10 páginas más: 1,25 ECU
-----------------	----------------------------	-----------------------------------

Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas
L-2985 Luxemburgo

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(90) 231 final

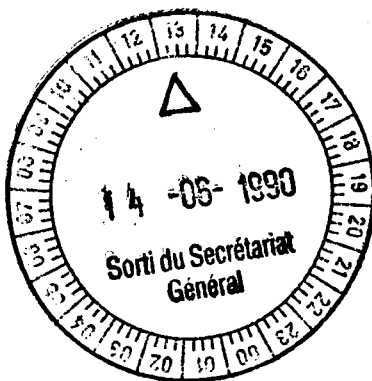
Bruxelas, 7 de Junho de 1990

Alteração da proposta de

DIRECTIVA DO CONSELHO

relativa ao processo comunitário
sobre a transparência dos preços no consumidor final industrial
de gás e electricidade

(apresentada pela Comissão em conformidade com o n° 3
do artigo 149° do tratado CEE)



EXPOSIÇÃO DOS MOTIVOS

O Parlamento Europeu examinou o projecto de directiva do Conselho, acima designado (transparência dos preços), durante a sessão plenária de Maio de 1990. Como resultado do debate, o Parlamento adoptou 25 alterações e rejeitou duas modificando a base jurídica da proposta da Comissão. O Parlamento adoptou em seguida, uma resolução legislativa sobre este mesmo projecto.

A Comissão declarou poder aceitar as seis alterações retomadas no projecto modificado, que se junta, isto é as alterações relativas aos números : 4, 10, 12, 19, 24 e 25. Mas não pôde aceitar as outras alterações que se afastam da finalidade da directiva e modificam os seus objectivos e campo de aplicação.

As alterações rejeitadas pela Comissão podem ser reagrupadas como segue:

- As alterações 1, 8, 9, 11 e 16, que visam a transparência dos custos; 6, 7 e 15, que visam a formação ou o cálculo dos preços.
- A alteração 2, que tende a suprimir a legítima protecção da confidencialidade, que é fundamento da directiva.
- As alterações 13, 14, 17, 22 e 23 que introduzem, ou tedeem a introduzir na directiva categorias de consumidores, para os quais a transparência é desde já assegurada pela publicação obrigatória das tarifas.
- As compras de electricidade aos autoprodutores são regidas pela recomendação do Conselho sobre a cooperação entre aqueles e as empresas de distribuição pública ; a directiva não lhes diz respeito e as alterações 3 e 21 são por consequência, inúteis.
- As vendas de gás à indústria química não podem ser consideradas como vendas de energia ; é a razão pela qual a Comissão não pode aceitar a alteração n.º 5.
- A alteração 18 que suprime a possibilidade de ter acesso aos dados desagregados, com vista a controlar se os dados foram calculados correctamente.
- A alteração 20, porque o método do Serviço de Estatística das Comunidades Europeias não distingue as outras utilizações médias e grandes das utilizações industriais.

Alteração da proposta de

DIRECTIVA DO CONSELHO

relativa ao processo comunitário
sobre a transparência dos preços no consumidor final industrial
de gás e electricidade

Texto proposto pela Comissão

Alterações adoptadas pelo
Parlamento Europeu e aceites
pela Comissão

(Alteração nº4)
Oitavo considerando

Considerando que tais informações dizem exclusivamente respeito ao gás e à electricidade consumidos pela indústria em utilizações energéticas finais;

Considerando que tais informações que dirão também respeito ao gás e à electricidade consumidos pela indústria em utilizações energéticas finais, permitirão também a comparação com as outras fontes de energia (petróleo, carvão, energias fósseis e renováveis) e com os outros consumidores;

(Alteração nº10)
Após o décimo terceiro considerando (novo considerando 13c)

Considerando que o conhecimento da fiscalidade e das taxas parafiscais existentes em cada país da CEE, permitirá que seja facilitada a sua harmonização necessária para a realização do Mercado Único;

(Alteração nº12)
Após o décimo sétimo considerando (novo considerando)

Considerando que a aplicação uniforme da presente directiva não pode ser feita em todos os Estados Membros a menos que o mercado do gás natural tenha atinzido um suficiente nível de desenvolvimento.

(Alteração nº19)
Artigo 7º

A Comissão apresentará, anualmente, ao Parlamento Europeu e ao Comité Económico e Social um relatório de síntese sobre a execução da presente directiva.

A Comissão apresentará, anualmente, ao Parlamento Europeu, ao Comité Económico e Social e ao Conselho um relatório de síntese sobre a execução da presente directiva.

-4-

(Alteração nº 24)

Ponto 16

Para cada preço de referência devem ser descritos os "factores especiais" susceptíveis de serem aplicados para reduzir o preço da electricidade (p. ex., cláusulas de interruptibilidade), mencionando-se a importância da redução (p. ex., 6%, 8%, 10%; etc.). Estes factores especiais devem ser representativos dos factores realmente aplicados aos consumidores industriais da categoria MW em questão abastecidos pelo serviço público que apresenta o relatório.

(Alteração nº 25)

Ponto 17

Nos Estados-membros em que existem várias empresas públicas distribuidoras de electricidade, cada uma destas deve apresentar os preços de referência e as informações associadas, (relativas às características da potência solicitada do Consumidor Industrial teórico do preço de referência (nº 14), e aos factores especiais e respectivas reduções (nº 16), a um organismo estatístico independente.

Para cada preço de referência devem ser descritos os "factores especiais" susceptíveis de serem aplicados para reduzir o preço da electricidade (p. ex., cláusulas de interruptibilidade), mencionando-se a importância da redução (p. ex., 6%, 8%, 10%; etc.). Estes factores especiais devem ser representativos dos factores realmente aplicados aos consumidores da categoria MW em questão abastecidos pelo serviço público que apresenta o relatório.

Nos Estados-membros em que existem várias empresas públicas distribuidoras de electricidade, cada uma destas deve apresentar os preços de referência e as informações associadas, (relativas às características da potência solicitada do Consumidor teórico do preço de referência (nº 14), e aos factores especiais e respectivas reduções (nº 16), a um organismo estatístico independente.

PROJECTO DE RESOLUÇÃO LEGISLATIVA

que contém o parecer do Parlamento Europeu sobre a proposta da Comissão ao Conselho de uma directiva relativa ao processo comunitário sobre a transparência dos preços no consumidor final industrial de gás e electricidade

O Parlamento Europeu,

- Tendo em conta a proposta da Comissão ao Conselho (1),
 - Consultado pelo Conselho, nos termos do artigo 213º do Tratado CEE (doc. C3-156/89),
 - Tendo em conta o relatório da Comissão da Energia, Investigação e Tecnologia e os pareceres da Comissão dos Assuntos Económicos, Monetários e da Política Industrial e da Comissão dos Assuntos Jurídicos e dos Direitos dos Cidadãos (doc. A3-38/90),
1. Aprova a proposta da Comissão, sem prejuízo das alterações que nela introduziu, em conformidade com o resultado da votação do respectivo texto;
 2. Solicita ao Conselho que o informe, caso pretenda afastar-se do texto aprovado pelo Parlamento;
 3. Reserva-se o direito de recorrer ao processo de concertação caso o Conselho pretenda afastar-se do texto aprovado pelo Parlamento;
 4. Solicita nova consulta, caso o Conselho tencione modificar substancialmente a proposta da Comissão;
 5. Encarrega o seu Presidente de transmitir o presente parecer ao Conselho e à Comissão.

(1) J.O. nº C 257, de 10.10.1989, p. 7

COM(90) 231 final

DOCUMENTOS

PT

12 13 10

N.º de catálogo : CB-CO-90-252-PT-C
ISBN 92-77-60893-5

PREÇO DE VENDA	até 30 páginas: 3,50 ECU	cada 10 páginas a mais: 1,25 ECU
----------------	--------------------------	----------------------------------

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias
L-2985 Luxemburgo